Zeitschrift: Allgemeine schweizerische Militärzeitung = Journal militaire suisse = Gazetta militare svizzera

Band: 77=97 (1931)

Heft: 2

Artikel: Au carrefour

Autor: Reynold, G. de

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-9967

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Jahrgang 77 année **No. 2** 15. Februar 1931

Allgemeine Schweizerische Militärzeitung
Journal Militaire Suisse
Gazzetta Militare Svizzera

Organ der Schweizerischen Offiziersgesellschaft

Redaktion: Oberst-Divisionär Ulrich Wille

Adresse der Redaktion: Wildermettweg 22, Bern, Telephon Zähringer 22.92

Au carrefour.[1])

Par *G. de Reynold.*

Que l'Europe se trouve actuellement dans une situation incertaine et dangereuse, n'importe qui le sent, le sait et le constate. Mais le moment serait peut-être venu de nous poser sérieusement cette question: et la Suisse? Car la Suisse n'est pas hors de l'Europe, elle n'est pas au-dessus de l'Europe, comme une lune ou comme un nuage; elle n'est point garantie contre les bouleversements de l'Europe, ni par la muraille des Alpes, ni par la barrière du Jura, ni par le fossé du Rhin; à plus forte raison, il serait bien imprudent de considérer la reconnaissance de notre neutralité, nos traités d'arbitrage, notre signature au bas du pacte Kellog, comme des paratonnerres d'une sécurité absolue.

La Suisse est au centre de l'Europe. Elle n'a pas d'issue sur la mer. Elle forme un petit espace libre entre deux mondes foncièrement différents l'un de l'autre, donc trop souvent hostiles l'un à l'autre: le monde germanique et le monde latin. Elle est située sur quelques-uns des grands passages que suivent, depuis des siècles, le trafic, et, aussi, les invasions. Elle est donc destinée à subir profondément et directement tous les chocs, toutes les secousses qui ébranleront l'Europe. La Suisse n'a point été entraînée dans la grande guerre, mais elle en a été affectée d'une manière telle que sa vie économique, politique, sociale, que sa vie intellectuelle et morale en sont modifiées complètement, et qu'on ne peut encore prévoir toutes les conséquences de ces écroulements intérieurs. Ceux-ci n'ont peut-être produit que quelques fissures à la surface, mais nous sentons de plus en plus que le sol est miné sous nos pieds. D'ailleurs,

---

[1]) *Note de la rédaction:* Cet article du Prof. de Reynold à été publié dans le no. de Janvier de la Revue civique mensuelle „Pro Helvetia", Organe officiel de la Société patriotique „Pro Helvetia" à Genève. Nous attirons l'attention de nos lecteurs sur cette Revue aux tendences des plus patriotiques, Revue que tout officier lira avec plaisir.

la chance que nous avons eue, — non point par hasard, mais grâce à notre armée et à notre politique, — de n'avoir point été entraînés dans la grande guerre, est une de celles qui ne se répètent pas.

Nous ne saurions donc point demeurer indifférents à la politique européenne, ni même nous contenter de la suivre et de la juger en spectateurs désintéressés et impartiaux, bien installés dans la loge centrale de leur neutralité, avec un programme et des lorgnettes. Notre idéalisme pourrait nous jouer de mauvais tours, si nous oublions trop que nous avons tout de même un intérêt national à défendre, et que cet intérêt national n'est pas autre chose que l'existence même de la Suisse.

Quelle est donc la situation de l'Europe? Celle de quelqu'un qui, arrivé au carrefour, s'arrête, hésite entre deux routes. L'image est banale, mais elle est exacte.

Je la précise en disant qu'un des caractères du monde actuel, c'est d'être pris entre des contradictions et des antinomies redoutables. L'une de ces contradictions, de ces antinomies, se résume dans la formule: internationalisme ou nationalisme. La guerre, certes, a révélé aux gouvernements et aux peuples ce besoin d'unité qui tourmente l'Europe depuis la chute de l'Empire romain et depuis la scission de la chrétienté: elle leur a démontré que, si l'on peut, à soi tout seul, détruire même une société, même un monde, il est impossible de reconstruire tout seul ce monde, cette société: nous avons l'impression, suivant une parole de Ferrero, que l'Europe se sauvera ou périra tout entière, mais qu'un effort commun est nécessaire pour la sauver. D'autre part, la guerre et les traités qui l'ont suivie, non seulement ne sont point arrivés à rétablir la paix en Europe, et à réconcilier des peuples que les différences de langues, de races, de tempéraments, d'affinités ont toujours séparés, mais encore ont créé de nouvelles causes de conflits.

Telle est la situation actuelle. Qu'offre-t-elle de menaçant, mais que présente-t-elle aussi de rassurant?

L'espoir, c'est la Société des Nations. Pourquoi? Parce que celle-ci correspond à ce besoin profond d'unité que l'Europe éprouve presque tout entière. Besoin profond, nécessité impérieuse. Toutefois, la Société des Nations est nécessairement ce que sont les membres qui la composent, c'est-à-dire les nations, c'est-à-dire les gouvernements eux-mêmes. Pour le moment, elle n'est pas encore un surétat, pourvu de tous les moyens de coercition et de contrainte: le sera-t-elle jamais d'ailleurs? Enfin, elle est encore faible devant l'œuvre immense qu'on l'a chargée d'entreprendre. Certes, elle a remporté plus de succès qu'on ne le pense, dont le premier est d'exister, mais elle a subi, ou plutôt on lui a fait subir bien des échecs qui ont affaibli la confiance qu'on avait en elle.

Les raisons de craindre? Elles sont de deux sortes. Il y a d'abord la raison économique et sociale. La crise très grave que nous traversons risque de nous faire reculer jusqu'à l'état où nous nous trouvions de 1918 à 1921, et plus en arrière encore. Ce serait une rechute, plus grave

que la maladie. Notre civilisation moderne, notre civilisation européenne est extrêmement fragile. Les civilisations anciennes progressaient lentement, mais étaient lentes à s'écrouler. La nôtre, avec tous les moyens techniques dont elle dispose, est en état de progresser très rapidement, mais, à cause de sa complication, à cause des contradictions sur lesquelles elle repose, à cause de son manque d'unité et d'harmonie, elle peut reculer très vite, jusque dans la barbarie. Or, la barbarie qui nous menace c'est le bolchévisme. Le socialisme d'Etat, la bureaucratisation, les surcharges fiscales, le chômage, la misère, la démoralisation, l'écrasement des libertés individuelles sous le poids d'une civilisation de masse, tout cela n'est pas autre chose que le bouillon de culture du bolchévisme.

L'autre raison de craindre est d'ordre politique. Ce sont les mécontentements, les hostilités dont les germes sont dans les traités de Versailes et de Trianon. Hostilités, mécontentements inévitables après une guerre particulièrement longue et cruelle, lorsqu'il y a des vainqueurs et des vaincus, surtout lorsqu'il y a des vaincus qui n'ont pas le sentiment de l'être, et des vainqueurs que leur victoire n'a point rassurés.

A ce propos, il convient de montrer tous les dangers d'un pacifisme mal compris et mal conduit. La tension actuelle a pour point de départ la conférence navale de Londres qui fut en effet mal comprise, mal conduite et mal préparée; or rien n'est plus dangereux pour la paix qu'une conférence du désarmement dans ces conditions. Autre cause: le projet Briand. L'idée en est juste, voire nécessaire, mais le projet lui-même s'est présenté à un moment particulièrement mal choisi. Car il est de toute évidence qu'en posant aux vainqueurs et aux vaincus la question des Etats-Unis d'Europe, les vainqueurs devaient répondre: «Oui, mais à la condition que l'on ne touche pas aux traités»; les vaincus devaient répondre: «Oui, mais à la condition que l'on revise les traités». Le plus redoutable des problèmes: la revision des traités, le plus séduisant des problèmes: les Etats-Unis d'Europe, allait le poser à nouveau, trop tôt, dans les conjonctures les plus défavorables, sans qu'on l'ait prévu et qu'on se soit préparé à y répondre. Notez que je suis partisan des Etats-Unis d'Europe (sous réserve de bien définir ce qu'on entend par là), et que je suis le premier à déplorer le discrédit dans lequel l'idée est en train de tomber.

L'idée se meurt dans une atmosphère de guerre. Ce qui s'ébauche, c'est une reconstitution de la triple alliance: Italie, Allemagne, Autriche Hongrie, Bulgarie, Turquie peut-être, contre une France qui pourrait bien n'avoir pour alliés que les Polonais, les Tchèques et les Yougo-Slaves; sans parler de la menace russe sur les derrières de la Pologne. Nous n'en sommes point encore là, il est fort possible que nous n'y arrivions jamais, mais nous sommes dans une atmosphère propice à ce regroupement.

Ce qui pourrait être très grave pour la Suisse. A supposer une alliance entre l'Allemagne et l'Italie suivie d'un conflit avec la France, l'aile droite de l'armée italienne pourrait être amenée à rechercher à

rejoindre l'aile gauche de l'armée allemande sur notre propre territoire. Ce qui serait sans doute advenu en 1914, selon toutes les apparences et tous les renseignements, si l'Italie n'était pas restée neutre d'abord, pour entrer plus tard en guerre contre les empires centraux.

Il va sans dire, mais il va peut-être mieux en le disant, qu'il s'agit ici d'une hypothèse et non d'une certitude, car qui peut prévoir l'avenir, même le plus proche, en ces temps où tout est en mouvement, où les situations se renversent d'un mois à l'autre ? A plus forte raison, il ne s'agit point d'une indiscrétion. Mais cette hypothèse est une de celles qu'il faut envisager.

Si je veux exprimer, en effet, toute ma pensée, voici ce que je dis: les chances d'un conflit immédiat me paraissent à peu près nulles, et je ne puis prendre au sérieux les gens qui nous annoncent la guerre pour ce soir ou demain. En revanche, nous entrons dans une «psychose de guerre», nous voyons s'ébaucher un regroupement des puissances qui ressemble singulièrement à celui d'avant 1914. Mais tout cela peut changer, et je crains beaucoup plus les troubles sociaux, par exemple une guerre civile en Allemagne, et par conséquent une recrudescence de bolchévisme.

* * *

Et maintenant, quelle devrait être notre attitude ? D'abord, l'effort s'impose à nous de tenir notre armée prête et de la munir de tout le matériel nécessaire. C'est la mesure immédiate de sécurité que nous avons à prendre.

Cette mesure doit être accompagnée d'une forte réaction contre le pacifisme et l'antimilitarisme. Ce sont là des idées, je le veux bien, généreuses, et qui ont été adoptées par beaucoup de braves gens. Mais il ne suffit pas que des idées soient généreuses; il faut qu'elles soient vraies, c'est-à-dire qu'elles ne soient pas en contradiction avec la vie elle-même. La vie humaine, la politique ne sont pas des paradis terrestres; l'homme n'est pas un esprit pur, il n'est pas un ange. Il faut sans cesse compter sur le malheur et s'y préparer, et l'on n'évite l'incendie qu'en assurant ses meubles et ses immeubles, qu'en posant des paratonnerres sur son toit et qu'en organisant, équipant et instruisant de bons pompiers. C'est le sens commun, mais le sens commun est devenu rare, si j'ose m'exprimer ainsi.

Notre politique extérieure doit être également renforcée, et il y aurait là bien des réformes. Je ne veux point y insister. Je voudrais seulement indiquer dans quel sens cette politique devrait s'orienter:

Elle ne peut être qu'une politique de neutralité, mais armée et dans le cadre de la Société des Nations. Il est de notre intérêt de soutenir intelligemment la Société des Nations dans tous ses efforts pour instaurer et organiser la paix. Nous le faisons déjà, je me plais à le constater; encore serait-il bon de nous affirmer davantage comme membre de la

Société des Nations au lieu de nous laisser traiter sans cesse comme un hôte suffisamment payé et qui n'a rien à dire.

Il est nécessaire que nous renforcions la surveillance que nous devons exercer sur tous les éléments subversifs qui se sont concentrés dans notre pays. La notion du droit d'asile, nous l'avons déviée nous-mêmes, à la longue, de son sens précis et limité; nous en avons fait une idée romantique. Mais cette idée n'est plus de mise à l'époque où nous nous trouvons. Il serait très dangereux pour la Suisse d'être un foyer de la grande conspiration révolutionnaire dont le centre est à Moscou. N'oublions pas l'intérêt que les partis d'extrême-gauche pourraient trouver, à un moment donné, à nous entraîner dans un conflit avec l'Italie fasciste. Nous nous brûlerions singulièrement les doigts à tirer pour eux ces marrons du feu. Sans le vouloir, nous pourrions être une cause de conflagration européenne.

Enfin, il est nécessaire que nous renforcions de plus en plus l'autorité gouvernementale. Ne nous laissons affaiblir, ni par le parlementarisme, ni par la démagogie. Notre démocratie, si elle veut durer, a besoin de réformes profondes, où alors ces réformes s'opéreront contre elle. Sa faiblesse est d'être purement politique, de ne pas avoir ses racines dans une organisation sociale, telle que par exemple le système corporatif pourrait nous la donner.

La faiblesse de la Suisse est d'être demeurée trop dans le XIXe siècle, quant à sa constitution, mais aussi quant à son esprit. Elle n'a pas encore réalisé suffisamment que le XIXe siècle est la grande victime de la guerre, que le XXe siècle, le nôtre, est en pleine réaction contre le précédent et ses idées. Nous sommes dans un monde nouveau qui différera autant du monde d'avant 1914 que le monde de 1814 différait de l'ancien régime. Monde nouveau, monde plein de dangers, parce qu'il est plein d'incertitudes et d'inconnues, et où l'on est obligé de vivre périlleusement, même si, comme chez nous, tout est organisé pour prémunir les individus et la nation contre les risques.

Donc une politique moins négative, plus intelligente et parfois plus virile, est celle dont nous avons besoin dans les circonstances actuelles.

Unsere grundlegende Infanterieausbildung für den Felddienst.

Die Gefechtsausbildung des Friedens bleibt immer eine mangelhafte Darstellung des Krieges und, einen kriegsmäßigen Felddienst zu fordern, ist einfacher gesagt als ihn in die Tat umzusetzen.

Wer Gefechtsausbildung betreiben will, muß das Wesentliche vom Unwesentlichen unterscheiden. Denn allein die klare Erkenntnis vom Wesen des Krieges und des Kampfes befähigt, zweckmäßige Uebungen auszusuchen, anzulegen und durchzuführen. Mit unfruchtbaren und auch mit schädlichen Uebungen geht leider noch immer viel von unserer